

FRONT COMMUN SYNDICAL

COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'attention de: la rédaction nationale

Date: 21/03/2020

Les syndicats du personnel de la Santé demandent au gouvernement de garantir les budgets de base des institutions de soins. Maggie De Block refuse.

Le cabinet de la Ministre De Block a enfin tenu une réunion avec les interlocuteurs sociaux du secteur de la santé ce vendredi 20 mars.

Il s'agissait pour ceux-ci de confirmer une série de préoccupations déjà transmises, mais surtout de recevoir des réponses concrètes, leur permettant de définir un cadre dans lequel il est possible de trouver les solutions pratiques aux problèmes rencontrés sur le terrain.

Parmi les enjeux, ont été abordés la **protection du personnel** (matériel, procédures, ...), la nécessaire **concertation** au niveau global, sectoriel et local, la problématique de l'**organisation du travail** dans la durée (horaires, heures supplémentaires, rappel, flexibilité accrue, mise à disposition de personnel, garantie de personnel compétent, ...), mais aussi les limites du recours au **chômage temporaire**.

Pour les syndicats, la première réponse à obtenir est bien que le gouvernement fédéral **garantisse** comme la Flandre et la Wallonie **le maintien du financement des institutions de soins** à un niveau habituel. Cela permet alors aux directions de ne pas chercher à faire des économies dans cette période de crise.

La suppression de toutes les activités non urgentes et la « réquisition » de nombreux lits pour la crise du Covid-19 risquent de réduire drastiquement le budget des hôpitaux (alors que ce budget est prévu dans les comptes de l'Etat aujourd'hui). Rien que les revenus des hôpitaux à travers les honoraires médicaux représentent entre 20 et 25% des recettes globales.

Pour les secteurs infirmiers à domicile, la baisse du nombre de prestations par jour, avec les mesures de protection indispensables, produit un effet similaire. D'autres secteurs, tels que la toxicomanie, la santé mentale, ... vont connaître les mêmes pertes de recettes.

Les syndicats ont demandé avec force de garantir les budgets habituels, permettant aux gestionnaires et au personnel de porter toute leur attention aux objectifs de santé publique, et éviter ainsi des mesures d'économies sur le dos du personnel une fois la crise passée.

Contre toute attente, la réponse est négative. **Le cabinet refuse** de s'engager et reporte cette discussion à la sortie de la crise. Autrement dit, mettez votre personnel en chômage temporaire si vous voulez être sûr que votre institution survive à la crise. On veut juste bien avancer de l'argent s'il existe des problèmes de trésorerie.

Sur les autres dossiers, **le cabinet n'a donné aucune réponse claire**, ne permettant aucunement d'encadrer ce qui se passe sur le terrain. Et pourtant, les initiatives locales partent dans tous les sens, et si elles découlent souvent d'une bonne intention, peuvent créer à court ou moyen terme de graves problèmes.

C'est évidemment la consternation dans le front commun syndical, d'autant plus qu'il espérait avoir fait un geste positif important en « mettant à disposition du gouvernement » les moyens du **Fonds Blouses Blanches** de l'année 2020 (obtenu après des mois de mobilisation). Pour le FCS, ces moyens pouvaient vraiment servir à renforcer les équipes et garantir un revenu complet pour l'ensemble du personnel pendant toute la durée de la crise.

Dès lundi, le FCS interpellera la première Ministre pour vérifier qu'une telle position correspond bien à une décision du gouvernement. La population qui aujourd'hui manifeste son soutien dans les « Merci de 20h » ne comprendra pas que les travailleurs de la santé paient la note après avoir tout donné pour gérer cette crise.

Pour toute information complémentaire, contactez un des responsables du dossier :

- CNE : Yves Hellendorff yves.hellendorff@acv-csc.be 0476 502043
- SETCa : Nathalie Lionnet nlionnet@setca-fgtb.be 0478 387022
- CGSLB : Eric Dubois eric.dubois@cgsלב.be 0475 398957